



Conjoncture

Dans la zone euro, le ralentissement de la demande extérieure, la faiblesse de l'investissement et les effets des plans de consolidation budgétaire provoqueraient une entrée en récession dès le troisième trimestre. L'activité en France devrait cependant rester stable grâce à une baisse du taux d'épargne qui compenserait le repli du pouvoir d'achat des ménages.

L'économie francilienne se caractérise par la poursuite de la hausse de l'emploi salarié.

Mais dans le même temps, le chômage continue de progresser. Certains secteurs, en particulier la construction ou le tourisme, sont cependant épargnés depuis le début de l'année.

Jocelyne Mauguin
(Insee Ile-de-France)

François Rageau
(Direccte Ile-de-France)

Le chômage continue de croître en Ile-de-France

La croissance des pays avancés a nettement ralenti au deuxième trimestre 2012 (+ 0,1 % après + 0,4 % au premier trimestre). La faiblesse de la demande des pays émergents alliée aux consolidations budgétaires en cours ont largement contribué au ralentissement des économies. L'activité a progressé aux Etats-Unis (+ 0,3 %) et au Japon (+ 0,2 %) sur un rythme toutefois plus faible qu'au trimestre précédent. En revanche, les économies européennes ont connu un nouvel accès de faiblesse en raison du net recul de la demande intérieure (- 0,2 % dans la zone euro). L'activité a progressé en Allemagne (+ 0,3 %) alors que la récession s'est intensifiée en Espagne et en Italie.

Au second semestre de l'année, seuls les Etats-Unis, dont l'activité serait stimulée par une demande interne dynamique, maintiendraient une croissance assez soutenue.

La zone euro entrerait en récession au troisième trimestre du fait d'une part d'un commerce extérieur largement altéré par la baisse de la demande qui lui est adressée, et d'autre part de la faiblesse de la demande intérieure. Le recul de l'investissement des entreprises se poursuivrait également.

En France, croissance à l'arrêt depuis début 2012

En France, l'activité a été stable au deuxième trimestre 2012. Elle s'est nettement repliée dans l'industrie manufacturière (- 1,0 %) et a été peu dynamique dans les services

marchands (+ 0,2 %). En revanche, la production d'énergie a fortement progressé suite aux basses températures du mois d'avril. L'activité a rebondi dans la construction (+ 0,4 %), notamment dans les travaux publics, grâce au rattrapage du déficit d'activité lié au froid de février. Depuis juin 2012, le climat des affaires a légèrement reculé dans les services et plus nettement dans le bâtiment.

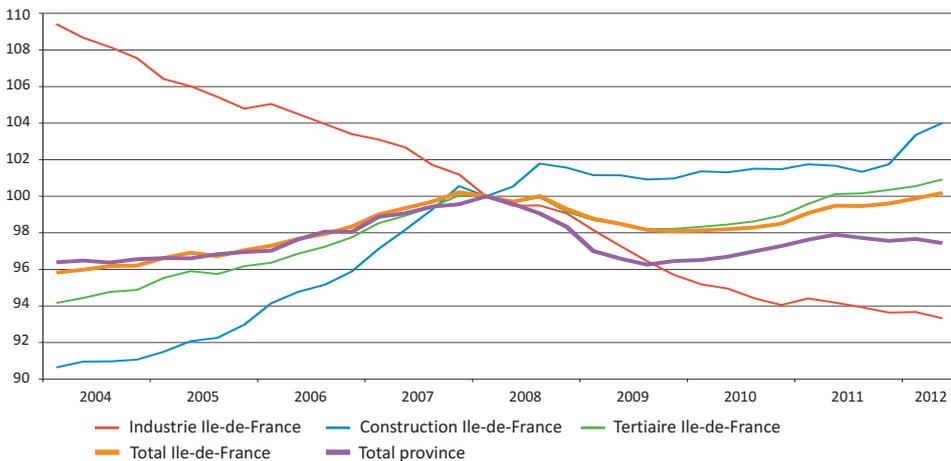
La croissance du PIB serait nulle aux troisième et quatrième trimestres de l'année. Les exportations ralentiraient en raison de la diminution de la demande mondiale et de la reprise de l'appréciation de l'euro depuis cet été. Les manques de débouchés et le bas niveau des marges des entreprises influenceraient leurs investissements qui seraient en recul au cours de cette même période.

Le pouvoir d'achat des ménages serait également affecté au cours du second semestre 2012. La détérioration du marché du travail

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

COE-Rexecode : Alain Henriot
Crocis de la CCIP : Mickaël Le Priol, Isabelle Savelli-Thiault
CRT : Aurélian Catana
Direccte Ile-de-France : Bernard Simonin
Drihl : Stéphane Baudement
Pôle emploi : Philippe Ricard
Pôle emploi services : Damaris Phélippé
PRIF : Christophe Centonze
Région Ile-de-France : Florence Rey

1 Poursuite de la croissance de l'emploi salarié en Ile-de-France



Données CVS - indices base 100 au 1^{er} trimestre 2008.

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

alliée à la hausse des prélèvements obligatoires et à l'inflation accentueraient la baisse du pouvoir d'achat. Proche des 2 %, l'inflation serait principalement due à la hausse du prix du pétrole observée cet été. La consommation des ménages résisterait grâce à une réduction du taux d'épargne.

L'emploi francilien continue de résister

L'emploi salarié a augmenté au deuxième trimestre 2012 de plus de 12 000 postes dans la région, ce qui représente une hausse de 0,3 %. Cette augmentation consolide la progression observée depuis le quatrième trimestre 2011 après le ralentissement de l'été 2011. En un an, entre le deuxième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2012, l'emploi salarié francilien progresse de 0,7 %, alors qu'il est en légère diminution en France métropolitaine (- 0,1 %). Cette hausse de l'emploi salarié permet à l'Ile-de-France de retrouver le niveau d'avant la crise de 2008 ①.

L'évolution de l'emploi est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi continue de reculer dans l'industrie (- 0,9 % en un an). Plus précisément, dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de la fabrication de machines, l'emploi salarié continue de diminuer (- 2,0 % en un an). En revanche, dans le secteur de la fabrication de matériels de transports, il continue sa progression depuis début 2011 (+ 1,5 % en un an). Dans la construction, la reprise de la fin 2011 se confirme avec une nette progression de l'emploi (+ 2,3 % en un an). Dans le secteur du commerce, la progression de l'emploi est continue depuis le début de l'année 2010 (+ 0,5 % en un an).

Le secteur des services reste le moteur de l'emploi francilien en nombre de postes créés. Avec 23 200 emplois créés sur un an, l'emploi dans le secteur des services marchands atteint un niveau record à la fin du deuxième trimestre 2012 (+ 0,9 % en

un an). Cette progression est légèrement freinée par la perte de 4 000 postes en intérim en un an (- 4,4 %). L'emploi progresse dans plusieurs autres secteurs des services marchands, surtout pour les activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 2,0 % en un an), dans l'hébergement et la restauration (+ 1,9 % en un an), les activités financières et d'assurance (+ 0,9 % en un an) et le secteur de l'information et de la communication (+ 0,8 % en un an).

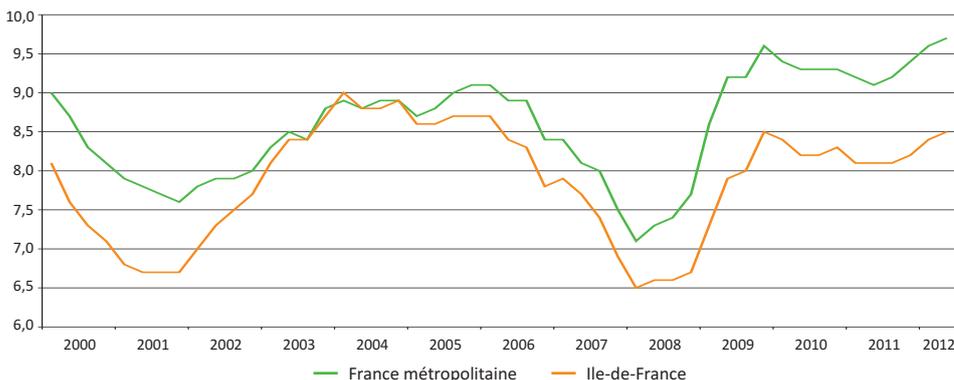
Le taux de chômage augmente au premier semestre

Le taux de chômage localisé s'établit à 8,5 % de la population active en Ile-de-France et à 9,7 % en France métropolitaine au deuxième trimestre 2012. Il a augmenté de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2012 et de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2011, dans la région comme dans le reste du pays ②. En un an, la hausse est toutefois plus faible en Ile-de-France (+ 0,4 point) qu'en France métropolitaine (+ 0,6 point). Cette progression du taux de chômage a affecté tous les départements franciliens. Sur un an, elle a été la plus élevée en Seine-Saint-Denis (+ 0,8 point), la plus faible à Paris (+ 0,3 point). Au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage varie de 7,0 % dans les Yvelines à 12,3 % en Seine-Saint-Denis.

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi poursuit sa hausse

En août 2012, 785 870 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 559 730 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en Ile-de-France a continué à augmenter depuis le début de l'année ③. Si cette croissance a été faible au premier trimestre, elle a fortement augmenté au deuxième trimestre (+ 1,8 % en catégories ABC dans la région, en données corrigées des variations saisonnières, soit la plus forte hausse trimestrielle depuis le quatrième trimestre 2009). Cette tendance s'est prolongée durant l'été. L'augmentation francilienne reste néanmoins plus modérée qu'au niveau national : depuis le début de l'année, la progression du nombre d'inscrits à Pôle emploi s'est établie à + 4,2 % dans la région et à + 5,7 % en France métropolitaine. L'Ile-de-France continue ainsi à être relativement moins

2 Le taux de chômage francilien est remonté à son niveau de fin 2009

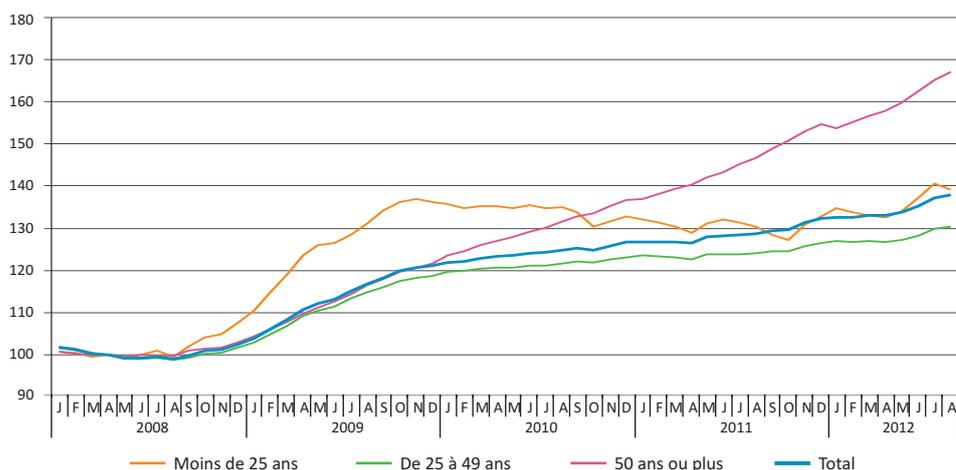


Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

3 Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en Ile-de-France

Indice base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégories ABC (CVS) en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

frappée par la crise que la plupart des autres régions françaises.

Depuis le début de l'année, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a nettement augmenté (+ 4,8 %), évolution en rupture avec la stabilité observée en 2011. Le nombre de seniors inscrits à Pôle emploi a continué à progresser sensiblement (+ 7,9 % en huit mois), mais à un rythme ralenti par rapport à l'année passée. La hausse a été plus faible pour les femmes que pour les hommes, contrairement aux deux années précédentes. Le nombre d'inscrits depuis plus d'un an a poursuivi sa progression, à un rythme moindre par rapport à celui observé en 2011.

Les nombres de demandeurs d'emploi employés de commerce et de services et ouvriers ont augmenté à un rythme toujours élevé (respectivement + 5,2 % et + 5,7 % depuis le début de l'année). Fait nouveau,

le nombre de cadres demandeurs d'emploi, qui était pratiquement stable depuis deux ans, a progressé significativement depuis le début de l'année (+ 3,6 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté le plus fortement en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne. A l'inverse, à Paris, la hausse du nombre d'inscrits a été la plus faible de la région, malgré un rythme de croissance plus élevé que l'année précédente. Cette augmentation est également inférieure à la moyenne régionale dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise. Elle est supérieure dans les autres départements franciliens.

Hausse des créations d'auto-entreprises

Avec près de 90 000 entreprises créées dans la région de janvier à août 2012 ⁴,

le nombre de créations d'entreprises a dépassé le niveau de la même période en 2011. Il progresse en glissement annuel à un rythme supérieur à celui observé en France métropolitaine (+ 3,9 % contre + 2,6 %). Cette hausse concerne particulièrement le secteur de l'information et de la communication où le nombre de créations a augmenté de 15,6 % au cours de cette période (8 500 créations), ainsi que le secteur de la construction avec une progression de 10,1 % (11 300 créations d'entreprises). La hausse est également importante dans l'industrie (+ 18,1 %, soit 3 000 créations). L'augmentation est modérée dans les secteurs du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration (+ 1,5 %), mais concerne près de 21 300 entreprises créées dans la région. En revanche, le nombre de créations d'entreprises est en légère baisse dans le secteur des activités de services et s'élève à près de 26 200 au cours des huit premiers mois de l'année.

La hausse globale du nombre de créations d'entreprises s'explique par une augmentation du nombre de créations des auto-entreprises (+ 9,7 %). Après avoir constaté un moindre engouement pour ce statut en 2011, ces créations se sont redressées depuis la fin de l'année 2011, au même rythme au premier et au deuxième trimestres : elles continuent de représenter une création d'entreprise sur deux.

Le nombre de créations d'entreprises hors auto-entreprises est en légère baisse (- 1,9 % de janvier à août 2012 par rapport à l'an passé). Cette évolution présente des différences importantes selon la forme juridique choisie. Les créations d'entreprises

4 Les auto-entreprises représentent encore une création d'entreprise sur deux en 2012

Créations d'entreprises	Cumul janvier-août 2012		Evolution en glissement annuel (%)*		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	2 953	61,2	18,1	40,3	-5,5
Construction	11 307	41,5	10,1	30,2	-0,8
Commerce, transports, hébergement, restauration	21 264	44,3	1,5	6,4	-2,1
Information et communication	8 509	58,1	15,6	30,9	-0,4
Activités financières	2 063	17,0	-6,0	21,9	-10,2
Activités immobilières	2 381	16,8	-6,8	-7,0	-6,8
Activités de services	26 242	57,3	-0,4	0,2	-1,3
Enseignement, santé, action sociale	7 474	63,2	4,9	10,4	-3,5
Autres activités de services	7 727	76,1	6,4	5,7	9,0
Total Ile-de-France	89 920	52,6	3,9	9,7	-1,9
Total France métropolitaine	374 039	55,7	2,6	9,3	-4,7

* Evolution du cumul janvier-août 2012 par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

individuelles hors auto-entrepreneurs reculent nettement (- 2,9 %), plus fortement que les créations de sociétés (- 1,6 %).

A la fin du premier trimestre 2012, près de 10 000 défaillances d'entreprises ont été jugées au cours des douze derniers mois, ce qui représente une légère baisse par rapport aux douze mois précédents (- 1,9 %). En France métropolitaine, le nombre d'entreprises défaillantes jugées diminue à un rythme proche (- 1,5 %).

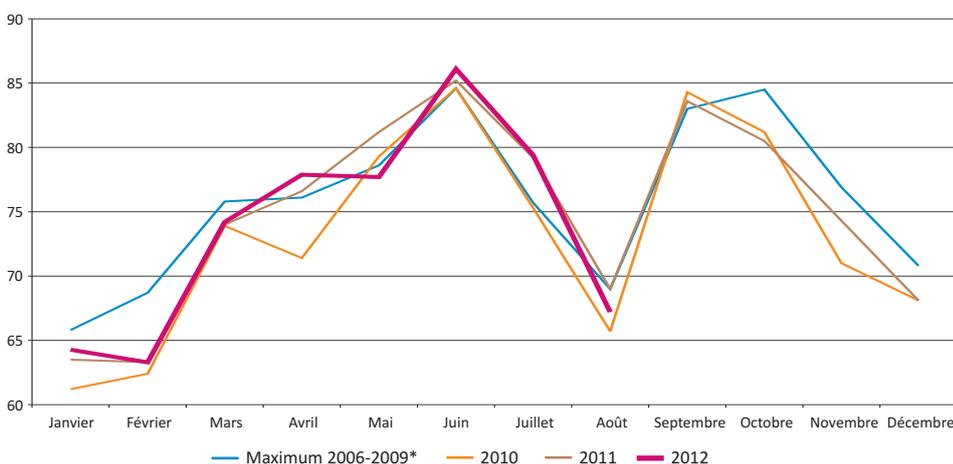
Ventes de logements neufs en baisse

Le recul des ventes de logements neufs amorcé fin 2010 se poursuit en Ile-de-France. Au deuxième trimestre 2012, les ventes ont diminué de 10,6 % par rapport au deuxième trimestre 2011, à un rythme semblable à celui observé en France métropolitaine (- 13,9 %). L'abaissement des avantages fiscaux et un durcissement des conditions de financement continuent à expliquer ce repli. Pourtant, on constate une inflexion des prix de vente de logements neufs au m² pour la première fois depuis la mi-2009 (- 1,0 % au deuxième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2011 en Ile-de-France). Dans le même temps, les prix de vente des logements anciens connaissent également un ralentissement. Ils ont diminué depuis le début de l'année 2012 dans la région, mais en douze mois, ils restent encore en progression de 1,6 %, alors qu'ils sont en baisse en province (- 0,8 % en un an).

L'activité hôtelière reste soutenue, mais faiblit durant l'été

L'activité hôtelière a légèrement dépassé les niveaux de 2011, avec cependant une diminution de la fréquentation en août ⑤. Au cours des huit premiers mois de l'année, le nombre de nuitées a progressé de 0,9 % en Ile-de-France par rapport à la même période de l'année précédente, alors qu'il est stable au niveau national. L'activité a progressé grâce à une fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 3,5 %), alors que la clientèle française est en diminution (- 2,0 %). Ce sont les clientèles en provenance des

⑤ Fléchissement de la fréquentation hôtelière francilienne en août



* Taux d'occupation maximale observé au cours de la période 2006-2009.

Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Sources et définitions

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégories ABC : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

Etats-Unis et du Royaume-Uni qui sont en plus forte progression : leurs nuitées progressent respectivement de 326 000 et 240 000 par rapport à l'an passé. La fréquentation de la clientèle en provenance du Proche et du Moyen-Orient continue d'être en progression, avec une hausse de 104 000 nuitées par rapport à l'an passé. En revanche, les touristes espagnols, qui constituent la deuxième clientèle dans la région, sont en fort retrait (- 342 000 nuitées).

Rédaction achevée le 22 octobre 2012

Pour en savoir plus

« A l'arrêt », **Insee Point de conjoncture**, octobre 2012.

Pentinat B. : « Point conjoncturel - L'économie francilienne résiste mieux qu'en province », **Insee Ile-de-France faits et chiffres**, n° 294, juillet 2012.

Pentinat B., Rageau F. : « Economie francilienne : le ralentissement se confirme », **Insee Ile-de-France à la page**, n° 384, février 2012.